

OO/HO  
BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

DECRET N°2012- 1040 /PRES/PM/MTPEN/  
MEF portant modification de l'article 2 du  
décret n° 2011-761/PRES/PM/MTPEN du 18  
octobre 2011 portant fixation du montant du  
droit d'entrée pour l'obtention des  
autorisations d'exploitation des services  
postaux non réservés.

LE PRESIDENT DU FASO  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

VISÉ N° 0777  
31/12/2012

- VU la Constitution ;
- VU le décret n° 2011-208/PRES du 18 avril 2011 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU le décret n° le décret n° 2012-122 /PRES/PM du 23 février 2012 portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;
- VU la loi n° 061-2008/AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et des services de communications électroniques au Burkina Faso, ensemble ses modificatifs ;
- VU la loi n° 028-2010/AN du 25 mai 2010 portant réglementation générale des activités postales au Burkina Faso ;
- VU le décret n° 2011-761/ PRES/PM/MTPEN du 18 octobre 2011 portant fixation du montant du droit d'entrée pour l'obtention des autorisations d'exploitation des services postaux non réservés ;
- VU le décret n°2012-588/PRES/PM du 12 juillet 2012 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- Sur rapport du Ministre des transports, des postes et de l'économie numérique ;
- Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 26 septembre 2012 ;

## DECRETE

**Article 1 :** Les dispositions de l'article 2 du décret n° 2011-761/PRES/PM/MTPEN du 18 octobre 2011 portant fixation du montant du droit d'entrée pour l'obtention des autorisations d'exploitation des services postaux non réservés sont modifiées comme suit :

Au lieu de :

Article 2 : Tout opérateur postal désirant obtenir une autorisation est astreint au paiement préalable d'un droit d'entrée dans le secteur dont le montant est fixé comme suit :

- 4% du chiffre d'affaires (cumulé ou prévisionnel) sur cinq (5) ans jusqu'à cinq cent millions (500 000 000). Dans ce cas, le minimum de perception est de trois millions (3 000 000) de francs CFA ;
- 3% du chiffre d'affaires (cumulé ou prévisionnel) sur cinq (5) et compris entre cinq cents millions (500 000 000) et deux milliards (2 000 000 000). Dans ce cas, le minimum de perception est de cinq millions (5 000 000) de francs CFA ;
- 2,5% du chiffre d'affaires (cumulé ou prévisionnel) sur cinq (5) et supérieur à deux milliards (2 000 000 000). Dans ce cas, le minimum de perception est de cinq millions (7 500 000) de francs CFA.

L'autorisation donne droit, sous réserve du respect des dispositions des articles 18, 19 et 20 de la loi n° 028-2010/AN du 25 mai 2010, à la collecte, à l'acheminement et à la distribution des envois ordinaires et des envois express.

Le montant du droit d'entrée est versé au Trésor public.

Lire :

Article 2 : Tout opérateur postal désirant obtenir une autorisation est astreint au paiement préalable d'un droit d'entrée dans le secteur dont le montant est fixé comme suit :

- Catégorie 1 : Un million (1 000 000) de francs CFA pour les opérateurs dont la zone de desserte est limitée à une Commune urbaine ou une Commune rurale ;
- Catégorie 2 : Trois millions (3 000 000) de francs CFA pour les opérateurs dont la zone de desserte est limitée au territoire national du Burkina Faso ;
- Catégorie 3 : Quatre millions (4 000 000) de francs CFA pour les opérateurs dont la zone de desserte est limitée aux pays membres de la CEDEAO, y compris le territoire du Burkina Faso ;
- Catégorie 4 : Sept millions cinq cent mille (7 500 000) de francs CFA pour les opérateurs assurant une desserte nationale et internationale, y compris vers les pays membres de la CEDEAO.

L'autorisation donne droit, sous réserve du respect des dispositions des articles 18, 19 et 20 de la loi n° 028-2010/AN du 25 mai 2010, à la collecte, à l'acheminement et à la distribution des envois ordinaires et des envois express.

Le montant du droit d'entrée est versé au Trésor public.

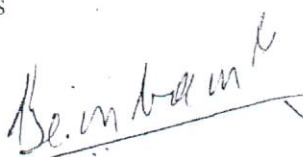
**Article 2 :** Le Ministre des transports, des postes et de l'économie numérique et le Ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 31 décembre 2012

Le Premier Ministre

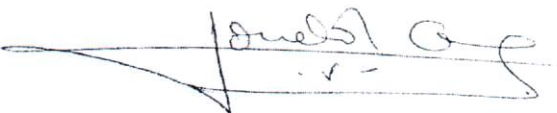
  
Beyon Luc Adolphe TIAO

Le Ministre de l'économie  
et des finances

  
Lucien Marie Noël BEMBAMBA

  
Blaise COMPAORE

Le Ministre des transports, des postes  
et de l'économie numérique

  
Gilbert G. Noël OUEDRAOGO